

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

**Direction des Affaires Interministérielles
et de l'Environnement
Bureau de la Réglementation
de l'Environnement**

N° : 2006/ICPE/245

AGREMENT N° PR 44 00009 D

ARRÊTÉ

**LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

VU le titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le titre IV du Livre V du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, notamment son article 43-2,

VU le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,

VU le décret n° 2003-727 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, notamment les articles 9 et 11,

VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage,

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage,

VU l'arrêté préfectoral du 3 septembre 1991 autorisant la Société RECUP'44 à exploiter à Châteaubriant (44110) 108, rue des 27 Otages, une installation de stockage et récupération de déchets de métaux et alliages comprenant le démontage de véhicules hors d'usage,

VU la demande d'agrément présentée le 19 avril 2006 par la Société RECUP'44 à Châteaubriant, en vue d'effectuer la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage,

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées, en date du 31 mai 2006,

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 29 juin 2006,

VU le projet d'arrêté transmis à la Société RECUP'44 en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours,

VU la lettre en date du 6 juillet 2006 de la Société RECUP'44,

CONSIDERANT que la demande d'agrément présentée le 19 avril 2006 par la Société RECUP'44 à Châteaubriant, et complétée par cette dernière à la demande de l'Inspection des installations classées, comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage,

Considérant que la Société RECUP'44 a exploité les terrains référencés B 267 et AI 69 du plan cadastral de la commune, désormais référencés BV 14 et BV 13, sans l'autorisation édictée par l'arrêté du 3 septembre 1991 et qu'il convient en conséquence, de confirmer la remise en état de ces terrains de manière à ce qu'il ne puisse y être porté atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et qu'ils permettent un usage futur du site conforme à l'usage prévu pour ce dernier,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRETE

ARTICLE 1er : Objet

La Société RECUP'44, dont le siège social est à Châteaubriant (44145 cedex) 108, rue des 27 Otages, est agréée, **sous le numéro : PR 44 00009 D**, pour effectuer des opérations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage dans son établissement exploité à cette même adresse.

L'agrément est délivré pour une durée de **six ans** au maximum à compter de la date de notification du présent arrêté.

Nature des déchets Objet de l'agrément	Origine (géographique)	Flux annuels de VHU à dépolluer (nombre)	Nombre maximal de VHU non dépollués stockés sur le site
Véhicules hors d'usage à dépolluer	Loire-Atlantique et départements limitrophes (49 et 53)	1 200 VHU	350 VHU

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour :

- **dans un délai maximal de huit jours suivants la notification du présent arrêté**, mettre en place le (s) dispositif (s) de rétention associé (s) aux stockages de produits liquides polluants dont les caractéristiques sont conformes aux règles de l'article 10 points I et II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation,
- **dans un délai maximal de trois mois suivant la notification du présent arrêté :**
 - respecter les prescriptions de l'article III-7 ci après relatif à la remise en état des parcelles BV13 et BV14,

- aménager les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage à dépolluer, de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. Dans cet objectif, une aire de stockage bétonnée (ou tout autre revêtement présentant une garantie d'imperméabilité et de résistance au moins équivalente) est aménagée. Les eaux de ruissellement sur cette aire sont récupérées vers un dispositif tel que présenté à l'article III.5 ci-après,
- réaliser un plan à jour des installations du site avec le repérage des différents bâtiments, installations, dépôts et stockages (avec en légende leur affectation), les allées, les dispositifs de pré-traitement et les points de contrôle des effluents liquides.

ARTICLE 2 : Cahier des charges liées à l'agrément

La Société RECUP'44 à Châteaubriant est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Lors de l'audit effectué par l'organisme tiers, chaque année, ce dernier devra être en mesure de consulter la liste des véhicules directement admis sans traitement préalable dans l'installation, en faisant figurer pour chacun de ces véhicules, la date d'émission du récépissé de prise en charge pour destruction, la date de leur dépollution et la date d'émission du certificat de destruction.

ARTICLE 3 : Prescriptions complémentaires

L'arrêté préfectoral du 3 septembre 1991 susvisé est modifié ou complété par les articles suivants :

III.1. Activités classées

III.1.1. Actualisation de la liste des installations classées

<i>Rubrique</i>	<i>Désignation des activités</i>	<i>Grandeur caractéristique</i>	<i>Régime</i>
286	Métaux (stockages et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc. La surface utilisée étant supérieure à 50 m ²	Un chantier de récupération de véhicules hors d'usage exploité sur une surface totale de 30 395 m ² (y compris les zones affectées aux installations ci après)	A
98 bis B -2	Caoutchouc, élastomères, polymères (dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de) Installés sur un terrain isolé bâti ou non, situé à moins de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers, la quantité entreposée étant supérieure à 30 m ³ mais inférieure ou égale à 150 m ³	Pneumatiques usagés en bennes (90 m ³ maximum) et divers	D
1434-1-b	Liquides inflammables (installation de remplissage et de distribution) Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou de réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximal équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : supérieur ou égal à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h	Une station service de distribution de carburants comprenant 4 pompes (2 GO, essence sans plomb 95 et 98)	D

1432-2.	Liquides inflammables LI (stockage en réservoirs manufacturés de) 2- stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	Réservoirs enterrés associés à la station service de distribution de carburants comprenant une cuve de 30 m ³ de GO et une cuve compartimentée (7,5 m ³ x 2) d'essences. Stockages de LI sur l'aire de dépollution des VHU.	D
2920-2-b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, Comprimant ou utilisant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Compresseurs d'air (la puissance absorbée totale étant inférieure à 50 kW)	non classé
2930-1-b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1- réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : la surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	un atelier de réparation de véhicules de 600 m ² environ	non classé

III.1.2. Prescriptions applicables aux activités non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 septembre 1991 et des arrêtés complémentaires modifiant ou complétant cet arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Dans ce cadre, est en particulier applicable l'arrêté ministériel du 7 janvier 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 : liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution).

En ce qui concerne les réservoirs enterrés de liquides inflammables, est applicable l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

III.2. Emplacements spéciaux de pièces susceptibles de polluer l'eau et le sol

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses, y compris les pièces destinées à la vente, sont entreposées dans des lieux couverts.

III.3. Entreposage des VHU à dépolluer

Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.

Le temps de stockage de VHU non dépollués en attente de dépollution doit être strictement limité (sauf VHU en attente de décision avec un assureur). L'exploitant doit être en mesure de justifier la date de réception des véhicules entreposés sur son site.

Sur l'aire de stockage des VHU, des allées de largeur suffisante sont aménagées pour permettre la circulation autour et à l'intérieur du dépôt et en particulier l'accès d'engins de secours des pompiers en cas d'incendie.

III.4. Stockages des produits dangereux et des pneumatiques

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés.

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.

Les dispositifs de rétention sont maintenus vides en exploitation normale afin de garantir une capacité suffisante en cas de fuite du stockage associé.

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité entreposée est limitée à 100 m³. Le dépôt est à plus de 10 mètres de tout autre bâtiment et de tout stockage de produits inflammables.

III.5. Gestion des eaux de ruissellement polluées - contrôle

Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnés aux articles III.1 et III.2, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées soit, comme des déchets dangereux dans des installations autorisées à cet effet, soit, avant leur rejet dans le réseau collectif de collecte des eaux pluviales ou le milieu naturel, par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent.

Le traitement réalisé doit assurer qu'en sortie de chaque décanteur-déshuileur, le rejet des eaux dans le réseau collectif de collecte des eaux pluviales ou le milieu naturel respecte les critères de qualité suivants :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline),
- Matières en suspension totales inférieures à 35 mg/l,
- Hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l,
- Plomb inférieur à 0,5 mg/l.

Un contrôle au minimum annuel des rejets en sortie de chaque dispositif décanteur déshuileur est réalisé par un organisme tiers. Les résultats sont conservés pendant au moins cinq ans et présentés à sa demande à l'inspection des installations classées. Ce contrôle porte sur le prélèvement d'échantillon (s) d'effluent en sortie du (ou des) dispositif(s) en vue de leur analyse sur au moins les paramètres précités par un laboratoire agréé.

Les effluents recueillis dans les rétentions et conteneurs affectés aux dépôts des produits dangereux ou polluants mentionnés à l'article III.3 sont traités comme des déchets dangereux dans des installations autorisées à cet effet.

4

III.6. Registre annuel des déchets

Un registre annuel des déchets dangereux est tenu à jour sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- la désignation et le code du déchet selon la nomenclature du ministère en charge de l'environnement (décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets),
- la date d'enlèvement,
- le tonnage des déchets
- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis,
- la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975,
- le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro de SIRET de l'installation destinataire finale,
- le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro de SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités,
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément au décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets,
- la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale,
- le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément au décret n° 98-679 susvisé.

Ce registre peut être informatisé. Il est conservé pendant au moins cinq ans.

Les informations relatives à l'élimination de ces déchets sont enregistrées au fur et à mesure dans le registre prévu à cet effet décrit ci-dessus. Les bordereaux de suivi des déchets sont conservés au moins 5 ans et présentés, à sa demande, à l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'organisme tiers chargé de l'audit du site.

Les déchets collectés sont transportés vers un site d'élimination autorisé à cet effet au titre notamment de la réglementation des installations classées. La société RECUP'44 doit être en mesure de préciser la nature des déchets collectés et transférés avec les flux correspondants et la (ou les) destination (s).

III.7 Dispositions spécifiques liées à l'occupation des parcelles BV 14 et BV 13 (ex B 267 et AI 69)

L'exploitant procède à la remise en état des terrains référencés sous les n° BV 14 et BV 13 susvisés, de manière à ce qu'il ne puisse y être porté atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et qu'ils permettent un usage déterminé en accord avec le propriétaire du terrain et le représentant de l'autorité locale compétente en matière d'urbanisme. L'exploitation de ces parcelles n'est pas autorisée au titre de l'arrêté préfectoral d'autorisation initial du 3 septembre 1991.

Pour la remise en état des terrains, l'exploitant procède ou fait procéder à :

- l'évacuation ou à l'élimination des stockages de déchets présents sur ces terrains ainsi que de tous produits dangereux. Ces déchets et produits doivent être éliminés ou valorisés dans des installations autorisées à cet effet,

- la réalisation par une société spécialisée en matière de sites et sols pollués ou potentiellement pollués, d'un diagnostic de la pollution résiduelle des sols et des eaux souterraines et superficielles au droit des terrains et, si nécessaire, les abords immédiats. Ce bilan porte notamment sur la recherche de pollution éventuelle susceptible d'avoir été générée par les activités de récupération de déchets de métaux dont des VHU exercées par la Société RECUP'44. Il est tenu compte de l'usage prévu du site par le propriétaire et l'autorité territoriale compétente en matière d'urbanisme,
- la transmission du rapport du bilan décrit ci-dessus à M. le Préfet accompagnée d'une proposition sur les mesures éventuelles de suivi et/ ou de remise en état du site (dépollution, etc.) qui pourraient s'avérer nécessaires et d'un calendrier pour leur mise en œuvre.

III.8. Prévention incendie

L'exploitant prend contact avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (Service prévention industrie – La Chapelle S/Erdre (44240) 12, rue Arago) pour examiner et compléter en tant que de besoin, les moyens d'intervention en cas de sinistre tel que l'incendie sur le site (accessibilité, ressources en eau, etc.).

Ces moyens sont tenus à la disposition et présentés à leur demande à l'Inspection des installations classées ainsi qu'à l'organisme tiers chargé de l'audit du site.

ARTICLE 4 :

La Société RECUP'44 à Châteaubriant est tenue d'afficher, de façon visible à l'entrée de son installation, son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

ARTICLE 5 :

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

ARTICLE 6 :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Châteaubriant et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la Mairie de Châteaubriant pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire de Châteaubriant et envoyé à la Préfecture (Direction des Affaires Interministérielles et de l'Environnement - Bureau de la Réglementation de l'Environnement).

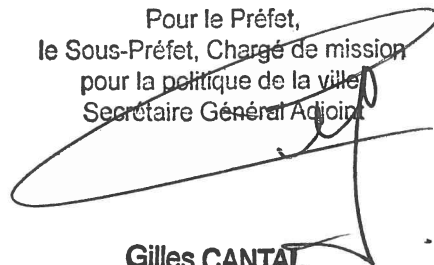
Un avis sera inséré par les soins du Préfet et au frais de la Société RECUP'44 , dans les quotidiens « Ouest-France » et « Presse-Océan ».

ARTICLE 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de Châteaubriant, le Maire de Châteaubriant et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont deux copies seront adressées à la Société RECUP'44.

NANTES, le 13 JUIL. 2006
LE PREFET,

Pour le Préfet,
le Sous-Préfet, Chargé de mission
pour la politique de la ville
Secrétaire Général Adjoint



Gilles CANTAL

P.J. : 1

CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'AGREMENT

N° PR 44 00009 D du 13 JUL. 2006

1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage.

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés,
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés,
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées,
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible,
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation.

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

3°/ Traçabilité.

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n° 259/93 du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4°/ Réemploi.

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du code de la consommation.

5°/ Dispositions relatives aux déchets (si elles ne figurent pas déjà dans l'arrêté d'autorisation).

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres I^{er} et IV du livre V du code de l'environnement.

6°/ Communication d'information.

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé :

7°/ Contrôle par un organisme tiers.

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

